

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR



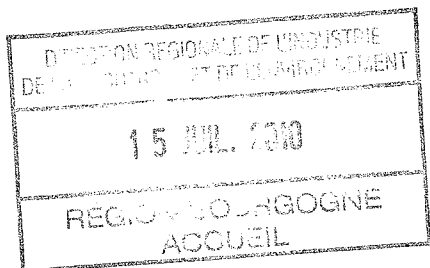
DIJON, LE 6/7/2010.

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

S.A. HANSEZ et Cie FRANCE

Commune de BEAUNOTTE



LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE,
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 21 février 2002 autorisant la SARL DEGRAVE dont le siège social est situé 43 boulevard industriel 76 301 SOTTEVILLE LES ROUEN, à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert sur la commune de BEAUNOTTE, lieu dit « Le Grand Verger»,
- VU l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2002 portant mutation de l'autorisation d'exploiter la carrière visée ci-dessus au profit de la SARL Pierres et Carrières DEGRAVE – PCD,
- VU l'arrêté préfectoral du 11 mars 2004 portant mutation de l'autorisation d'exploiter la carrière visée ci-dessus au profit de la S.A. HANSEZ et Cie FRANCE, dont le siège social est situé 21400 CHAMESSON,
- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne, en date du 18 juin 2010,
- CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les articles 14 : information du public, 15 : clôtures et barrières, 22.2 : méthode d'exploitation de l'arrêté préfectoral susvisé,
- SUR proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la S.A. «HANSEZ et Cie France» dont le siège social est situé à CHAMESSON – 21400, est mise en demeure, pour sa carrière de BEAUNOTTE, lieu-dit « Le Grand Verger » de respecter sous un mois les dispositions des articles 14, 15 et 22-2 de l'arrêté de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 février 2002.

ARTICLE 2 -

Délai et voie de recours (Article L 514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif, rue d'Assas à DIJON. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, pour les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du dit acte . Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 3 -

La Secrétaire générale de la préfecture de la Côte d'Or, le Maire de BEAUNOTTE, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le Directeur de la S.A. «HANSEZ et CIE FRANCE » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . Mme la Secrétaire générale de la préfecture de la Côte d'Or,
- . M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
(2 exemplaires)
- . M le Directeur des services d'archives départementales,
- . M. le Maire de BEAUNOTTE
- . M. le Directeur de la SA «HANSEZ ET CIE FRANCE»

FAIT à DIJON, le

- 6 JUIL. 2010.

Le PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,

La Secrétaire Générale


Martine JUSTON